

« Mais ça n'intéressait personne »

Caracas L'espoir d'un renouveau obscurci par la répression et l'incertitude politique

WILLIAM GAZEAU
CORRESPONDANT A BOGOTA (COLOMBIE)

L'exode vénézuélien en Amérique latine et dans les Caraïbes



Source : R4V, données novembre 2025

Une semaine après l'arrestation de Nicolás Maduro, Yenifer* n'a rien perdu de son optimisme. La leader sociale se bat depuis des années pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son quartier à Petare, en banlieue de Caracas. « L'espoir de changement est grand. Ce serait stupide de ne pas comprendre que le moment est arrivé. C'est notre avenir et celui de nos enfants qui est en jeu », soutient Yenifer, qui, dans une manifestation quasi messianique, assure avoir vu « les couleurs du drapeau national » dans le ciel de Caracas samedi matin (le 3 janvier).

La chute de Nicolás Maduro était espérée par une large partie de la population. En novembre, plus de 77 % des Vénézuéliens considéraient « nécessaire » ou « très nécessaire » un changement de gouvernement, selon une enquête de l'Université Andrés Bello. Sur les hauteurs d'une des zones les plus sensibles de Petare, Lucas* approuve, mais n'a pas envie de parler de politique. Le jeune homme préfère évoquer « les coupures d'électricité » et « l'eau qui ne coule pas tous les jours » au domicile familial.

« Aucun agent extérieur ne gouverne le Venezuela »

A Petare, les habitants ont longtemps cru aux idéaux égalitaristes portés par la révolution bolivarienne. Vingt-six ans plus tard, au lendemain de la capture de Nicolás Maduro, les mêmes promesses non tenues alimentent l'espoir d'un changement. Selon l'Observatoire vénézuélien des finances, 86 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 391 dollars par famille, un montant équivalent au coût mensuel du panier alimentaire familial. En dix ans, « le PIB du Venezuela s'est réduit de 75 %, rappelle Victor Salmeron, journaliste vénézuélien spécialiste de l'économie de son pays. « Beaucoup de Vénézuéliens ne consomment plus que des produits de première nécessité. » « De nombreuses familles dépendent des sacs du Clap (les comités

locaux d'approvisionnement et de production, NDLR.) », ajoute Lucas.

Ces derniers jours, ces paniers d'alimentation subventionnés par le gouvernement ne sont même plus distribués dans certaines communautés. Plongée dans l'incertitude politique, Caracas tourne au ralenti. Certes, Nicolás Maduro n'est plus là, mais Delcy Rodriguez l'a déjà remplacé. Pour son premier discours en tant que présidente intérimaire, la nouvelle cheffe de l'exécutif a maintenu une posture de fermeté. « Aucun agent extérieur ne gouverne le Venezuela », a-t-elle insisté mardi, rejetant les propos de Donald Trump, qui affirmait, trois jours plus tôt, que Washington allait désormais « gérer » le Venezuela comme bon lui semblera.

Le flou qui entoure le futur politique du pays n'explique pas, à lui seul, l'absence de célébrations, après le départ pourtant si longtemps attendu de Nicolás Maduro. La continuité du pouvoir chaviste s'accompagne d'un maintien de son appareil répressif, malgré la libération jeudi de prisonniers politiques, dont certaines figures connues, comme l'avocate Rocio San Miguel ou l'ancien candidat présidentiel Enrique Marquez. « Ici, même une démonstration de joie peut être considérée comme de la conspiration », ironise Lucas. L'état d'exception a été déclaré lundi sur l'ensemble du territoire national, coupant court à tout élan festif. Mardi, la presse locale rapportait l'arrestation de deux hommes dans la petite municipalité de Guaraque, au nord-est de la capitale, pour avoir « célébré l'enlèvement de Nicolás Maduro ».

La peur des « colectivos »

A Petare, Lucas n'ose plus sortir de chez lui. « La situation est très confuse. Il y a une atmosphère d'intimidation », raconte-t-il. La dernière fois que le jeune homme avait vécu un épisode similaire, c'était en juillet 2024, au lendemain de la très contestée réélection de Nicolás Maduro. Le jeune homme refuse d'échanger par messages et accepte de discuter uniquement par téléphone. Les *colectivos*, groupes de citoyens qui servaient de relais politiques au chavisme devenus milices paramilitaires, « tournent dans la rue ». Ils éta-

bissent des points de contrôle et « fouillent ton téléphone ». « C'est toujours comme ça quand le pays fait face à des problèmes politiques », regrette Lucas.

A l'autre bout de la métropole, Gustavo*, médecin hospitalier, ne veut pas se faire d'illusions, mais croit tout de même que les événements du 3 janvier marquent « le début d'une transition », qui permette au pays « d'utiliser toutes ses ressources ». Il espère même que « le Venezuela se transforme en puissance économique ». Donald Trump a déjà promis de refaire couler le pétrole à flot et que les nouveaux revenus de l'or noir seront utilisés « au profit des peuples du Venezuela et des Etats-Unis ».

Cette manne financière sera-t-elle suffisante pour relancer l'économie vénézuélienne ? Pas forcément, répond Asdrubal Oliveros Porras : « A moyen terme, une augmentation des revenus pétroliers peut se traduire en une amélioration des conditions de vie au Venezuela, mais ce ne sera pas assez pour assurer une croissance durable. » Pour l'économiste, le retour de la prospérité passe par des réformes structurelles du système politique. Or, « ces changements sont encore très incertains », conclut-il.

* Les prénoms ont été modifiés sur demande des interlocuteurs, pour des raisons de sécurité.

Jeudi, les autorités vénézuéliennes ont libéré « de nombreux » prisonniers politiques, mais l'appareil répressif est bien maintenu. © AFP

